



CONTRIBUTION PMPDMA

AVRIL 2019

AVIS SUR LE PMPDMA DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur et Bouches-du-Rhône

A l'image de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les enjeux de la Métropole Aix-Marseille Provence (AMP) liés aux déchets sont nombreux, notamment du fait du mélange important des déchets d'activités économiques aux déchets ménagers, de la forte production de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) par habitant par rapport à la moyenne nationale ou encore de la faible valorisation des biodéchets.

Le Programme Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA) d'Aix-Marseille Provence répond en partie à ces enjeux mais doit être complété. **Ainsi, nous émettons un avis défavorable du fait des nombreuses réserves que nous formulons sur ce plan et qui sont exprimées ci-dessous.**

ELEMENTS GENERAUX

Nous regrettons le manque de communication de la Métropole AMP relative au PMPDMA et à sa consultation numérique : contrairement à la procédure très ouverte suivie par la Région dans l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et alors qu'il s'agit justement ici d'impliquer la société civile, ce plan apparaît comme une construction bien théorique voire technocratique. Par ailleurs, avant et / ou pendant la consultation, aucun article n'a été publié à ce sujet sur le site internet de la Métropole (page d'accueil ou page dédiée aux déchets).

Contenu du PMPDMA

Le PMPDMA se compose de plusieurs documents :

- Un état des lieux ;
- Un tableau des objectifs ;
- 11 fiches thématiques réparties en 4 axes.

Nous soulignons le fait que, pour la partie rédaction, la Métropole a suivi la méthodologie établie par l'ADEME pour la mise en place des PLPDMA. En revanche, concernant la commission consultative (CCES) – dont la composition est à la discrétion de la collectivité – l'ADEME indique qu'elle peut être composée de :

- L' élu référent et tout autre élu ;
- L'animateur et tout autre membre de l'équipe projet ;
- Les partenaires institutionnels (ADEME, conseil régional, conseil départemental, collectivités, chambres consulaires territoriales...);
- Les acteurs de la prévention et de la gestion des déchets (entreprises, secteur de l'économie sociale et solidaire, opérateurs en charge de la gestion des déchets...);
- La société civile (associations, groupes de citoyens...).

Nous regrettons que la CCES de la Métropole, essentiellement composée de collectivités, n'ait pas été élargie à d'avantages d'acteurs de type associations, entreprises (dont ESS), opérateurs, etc. Une concertation plus large aurait certainement permis d'aller plus loin dans les contenus, les sujets traités et / ou les objectifs définis. A noter que nous n'avons été conviés qu'à la dernière CCES du 8 février 2019 alors même que notre fédération régionale a su participer de manière très constructive à l'élaboration d'autres plans, notamment le PRPGD.

Etat des lieux

L'état des lieux présente les acteurs concernés, les types de déchets produits, les mesures déjà mises en place et leurs résultats. **Ce document est très factuel et doit être complété avec des éléments d'analyses concernant les échecs / réussites des mesures passées.** Par ailleurs :

- En page 5, il serait intéressant dans le tableau de présenter l'évolution de la production de DMA et le ratio DMA par habitant ;
- En page 6, il nous semble que le graphique n'est pas correct : il n'est pas en accord avec les chiffres présentés sur la page précédente et il devrait commencer à 2010 pour être plus clair ;
- En page 8, le tableau récapitulatif des effets des plans d'action menés sur 3 territoires, fort intéressant au demeurant, gagnerait en clarté s'il évoquait dans la ligne consacrée aux résultats des ratios comparables aux objectifs indiqués à la ligne précédente (comment interpréter des effets mesurés en pourcentage comparés aux objectifs exprimés en kilogrammes ?) ;
- En page 9, il nous semble que le graphique des évolutions prévisibles présente des erreurs (état initial différent sur les courbes rouges et bleues, point d'arrivée de la courbe bleue « 611 » placé au mauvais endroit) ;
- Pour éviter toute confusion, toutes les figures (tableaux et graphiques) devraient comporter un titre.

Tableau des objectifs

Concernant le tableau des objectifs, nous considérons qu'il devrait être **organisé par fiche et non par axe, afin d'assurer la formalisation d'au moins un objectif par fiche.** De plus, pour d'avantage de clarté, **le tableau d'objectifs doit reprendre stricto sensu les objectifs et indicateurs prévus dans chaque fiche détaillée.**

Sur les indicateurs actuellement présentés dans le tableau, nous avons plusieurs remarques :

- Sur l'indicateur « % de déchèteries fermées aux professionnels », l'unité varie entre les chiffres présentés dans les colonnes « Etat des lieux 2010 et 2017 » (respectivement 17 et 36 %) et la colonne « Objectif » (50 % des tonnages des déchèteries concernés par la fermeture) : cela nuit à la compréhension (parle-t-on du nombre de déchèteries fermées ou des tonnages concernés ?) ;

- L'indicateur « Nombre de projets accompagnés » n'a pas d'objectif chiffré (en effet, l'objectif indique uniquement « Accompagnement des pros ») : on pourrait imaginer une mesure en nombre de projets, en financements consacrés à de tels projets, en Equivalents Temps Plein (ETP) consacrés au suivi de ces projets, etc. ;
- Concernant le gaspillage alimentaire, le chiffre présenté en colonne « Etat des lieux 2017 » de l'indicateur « Nombre habitants sensibilisés et mobilisés » ne paraît pas correct (3 : correspond peut-être aux tonnages évités ?).

Remarques générales sur les fiches

Dans certaines fiches, nous remarquons des fautes d'orthographe / formulations qui devraient être corrigées (par exemple Déchets Verts – rubrique « Contexte AMP », Textiles – rubriques « Enjeux » et « Objectifs – Hypothèse ») : cela abaisse la crédibilité des fiches et peut pointer le fait qu'elles aient été peu relues et donc n'engager que leur rédacteur... Par ailleurs, nous constatons un style très synthétique et peu de phrases construites : si cela permet d'aller au but, la compréhension globale peut en être altérée... De nombreux sigles et acronymes sont utilisés : ils nuisent également à la compréhension du lecteur « lambda » et devraient être explicités.

Pour d'avantage d'intégration aux différentes politiques publiques, chaque fiche devrait présenter le contexte réglementaire européen, français et les dispositions du PRPGD (sous une forme de tableau).

Enfin, nous constatons que les fiches ont été réalisées sur la base d'une extrapolation des données nationales de l'ADEME : il serait intéressant, dans la mesure du possible, de les confronter avec le terrain et les mettre à jour avec les actions qui seront réalisées sur le territoire métropolitain.

Points non couverts par le PMPDMA

Au vu des enjeux de la Métropole, nous considérons que les points suivants doivent faire l'objet de compléments :

- **Organisation de la gouvernance et dispositifs d'évaluation et de pilotage (mesures correctives)** : sur ces deux points, les modalités de fonctionnement de la CCES en phase de suivi devraient être au moins envisagées au-delà des seuls indicateurs qui lui seront indispensables (quelles modalités d'animation, quelle participation, quelle méthode en cas de dérapage constaté par rapport aux objectifs, etc.) ;
- **Incitation à la consommation responsable** (moins / mieux consommer (textiles, alimentaires), vrac, économie de partage, etc.) : la fiche A4.2 traite en partie ce point mais doit être complétée ;
- **Tarification incitative (distinguant milieux rural, semi-urbain et urbain) ou autres systèmes d'incitation en application du PRPGD en cours d'élaboration** ;
- **Mention à la collecte sélective des biodéchets prévue par la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte comme contexte au compostage** ;
- **Dispositifs d'aides aux professionnels et ciblage des actions (en complément de la fiche A1.1).**

REMARQUES CONCERNANT LES FICHES ACTIONS

AXE 1 : ÉTABLIR UN NIVEAU DE SERVICES AUX PROFESSIONNELS COORDONNE SUR LE TERRITOIRE

Fiche A1.1 Réduction de la prise en charge par le service public des déchets des professionnels

Nous constatons qu'**aucune analyse n'est présentée quant à la nature des déchets d'activité ou aux activités économiques qui y concourent**. Par exemple, en milieu urbain, il est fort probable qu'une partie provienne de petits commerces ou services qui mélangent leurs déchets aux déchets ménagers stricto sensu : aucune mesure n'est évoquée permettant de réduire ce flux par ailleurs source de conflits locaux dans les rues et de mauvais exemples pour les riverains.

La fiche action A1.1 fait état principalement de la réduction des Déchets d'Activités Economiques (DAE) dans les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) par le biais des fermetures des déchèteries publiques aux professionnels.

Aucune proposition n'est faite pour informer et accompagner les professionnels ce qu'illustre bien le titre de la fiche A1.1 en décalage avec les ambitions de l'axe 1.

Si dans la Métropole le taux des DAE dans les DMA est très supérieur au niveau français (30 à 40 % suivant les estimations, comparé à 20%), il ne s'agit pas uniquement d'un manque de civisme des professionnels mais aussi d'un déficit de propositions alternatives qu'il s'agit d'analyser pour y remédier si on ne veut pas voir les dépôts de déchets sauvages se multiplier. Pour permettre une certaine adhésion aux mesures et éviter les mauvais comportements, les professionnels devront être concertés et inclus aux réflexions.

Par ailleurs, dans le tableau récapitulatif, les chiffres des indicateurs et des objectifs ne sont pas en lien ou peu explicites par rapport aux chiffres détaillés dans la fiche A1.1.

AXE 2 : FAVORISER LA GESTION DE PROXIMITE DES BIODECHETS

L'organisation d'une collecte sélective des bio-déchets, bien que ne faisant pas partie de la prévention des déchets au sens strict, est prévue dans la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et fortement préconisée par le PRPGD. Elle devrait être la première priorité sachant que son organisation va être complexe et donc durer. Nous ne pouvons que nous étonner qu'aucune action en ce sens ne soit citée, au moins au travers des éléments de contexte à prendre à compte dans le cadre des actions de prévention telles que le compostage. Elle devrait faire l'objet a minima de tests dans la première séquence du plan.

Fiche A2.1 Compostage en habitat individuel

Dans les enjeux, les hypothèses retenues pour les calculs de potentiels d'évitement appliqués à la Métropole doivent être détaillées (55 kg / hab. / an et 14 kg / hab. / an).

Au vu des coûts économiques et environnementaux évités grâce au compostage individuel, nous regrettons que l'objectif final ne soit que de 25 % de foyers équipés en 2025. **Nous pensons qu'un objectif de 35 % serait réalisable et d'avantage à la hauteur de l'enjeu.**

Dans les moyens d'accompagnement et de suivi, il serait intéressant de prévoir un appel téléphonique à chaque foyer un an après la livraison de son composteur afin de contrôler qu'il soit toujours utilisé et pouvoir apporter une aide en cas de difficulté rencontrée.

Fiche A2.2 Compostage en habitat collectif (collectif & lombricompostage)

Cette fiche traite du compostage en habitat collectif mais ne prévoit pas de compostage collectif (par exemple grâce à des composteurs ouverts à tous sur la voie publique). **Nos fédérations considèrent que ces mesures sont insuffisantes et doivent donc être complétées par du compostage collectif afin de permettre à tout un chacun, y compris la population en habitat dense, d'accéder au compostage.**

Les objectifs de la Métropole à l'échelle 2025 (2,5 % des foyers collectifs et 7 300 lombricomposteurs distribués) nous semblent insuffisants au vu des enjeux forts relatifs aux bio-déchets. Nous considérons qu'ils doivent être revus à la hausse.

L'indicateur retenu est le pourcentage de foyers équipés en bioseaux, mais des indicateurs sur le nombre d'habitats collectifs équipés ou encore le nombre d'habitants par point de compostage devraient être ajoutés.

Enfin, il n'est jamais fait mention dans cette fiche de la **collecte sélective des bio-déchets**, prévue dans la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte : ce dispositif impactant très fortement la gestion des biodéchets, il serait nécessaire de présenter ce qui est envisagé par la Métropole et l'articulation avec le compostage collectif et le compostage individuel.

Fiche A2.3 Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration collective

Les enjeux du gaspillage alimentaire devraient être présentés de manière plus transversale en début de fiche : au-delà des déchets générés, il s'agit de présenter les problématiques éthiques, environnementales et économiques liées à ce sujet.

Concernant les « intérêts AMP » il serait intéressant, au-delà de la baisse de volume, d'indiquer une économie en termes de coûts de traitement des déchets.

Dans le paragraphe « Contexte AMP », d'autres initiatives peuvent être citées, par exemple celles pilotées par des associations (FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur) grâce à des financements d'organismes tels que le CRIPT ou la Région.

Nous regrettons par ailleurs les **objectifs peu ambitieux du plan** au vu de l'article L. 541-15-3 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte : en effet, le plan vise 15 % d'écoles élémentaires dans la démarche d'ici 2020 et 30 % d'ici 2025 alors que la loi prévoit que « L'Etat et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales mettent en place, avant le 1^{er} septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion ». **Nous pensons donc que l'objectif devrait être de 100 % à moyen terme.** Par ailleurs les objectifs devraient être mis en cohérence avec les indicateurs (quid des lycées, EHPAD, autres institutions même si elles ne sont pas sous la coupe directe de la Métropole – par exemple la restauration d'entreprise, etc. ?).

Concernant les moyens qui seront déployés, le plan devrait prévoir la participation au réseau régional de lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire.

Enfin, en termes de sources du document, nous avons plusieurs remarques :

- Pour les données de gisements d'évitement, nous ne trouvons pas les mêmes données dans les documents de l'ADEME (Guide « Réduire le gaspillage alimentaire en restauration collective », le plus connu sur ce sujet) : collèges et lycées (115 et 100 g / personne / repas et non 185), entreprises (75 g / personne / repas et non 125). La source précise doit être indiquée (ou les données modifiées) car elle n'est pas accessible ;
- Dans les hypothèses liées aux objectifs, la source citée pour le nombre d'écoles élémentaires est « Le journal des femmes ». Au-delà du caractère pas forcément sérieux de cette source, il nous semble que la donnée pourrait être directement issue de la Métropole AMP.

Fiche A2.4 Gaspillage alimentaire domestique

De même que pour la fiche A2.3, les enjeux devraient être complétés avec le triple enjeu environnemental, économique et éthique.

Il est indiqué que « Le potentiel de réduction est estimé à 8 kg / participant / an avec une action uniquement sur les déchets évitables (base foyers témoins ADEME 2016) » : cette donnée correspond à un gaspillage total de 45 kg / participants / an (total issu des foyers témoins) et non de 79 (total gaspillage issu du MODECOM). Il faut donc « redresser » cette donnée : **le potentiel de réduction est de 14 kg / participant / an et non 8 (8*79/45)**. Source : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/estimer-impacts-du-gaspillage-alimentaire-des-menages.pdf>

Concernant les objectifs, nous avons plusieurs remarques :

- **Nous regrettons les objectifs peu ambitieux, qui prévoient une baisse à terme de 22 tonnes / an soit uniquement 0,01 % du total du gaspillage alimentaire de la Métropole ;**
- Nous notons aussi que la mobilisation prévue diminue au fil du temps : en effet, 50 foyers doivent être mobilisés entre 2018 et 2020 (25 foyers / an) mais uniquement 100 entre 2020 et 2025 (20 foyers / an) ;
- Il est écrit « Mobilier » au lieu de « Mobiliser ».

Fiche A2.5 Gestion autonome des déchets verts des habitants

Les enjeux liés aux déchets verts sont bien décrits. Néanmoins, il serait intéressant :

- D'indiquer le coût total actuel de leur gestion (transport et traitement) sur le territoire d'AMP ;
- D'inclure les impacts (environnementaux et sanitaires) liés au brûlage dans les enjeux.

Par ailleurs, il est indispensable de :

- **Revoir les objectifs à la hausse : toucher 10 000 foyers d'ici 2025 n'est pas à la hauteur de l'enjeu.** De plus, ce calcul pourrait être affiné en prenant en compte le nombre de foyers avec une superficie de terrain supérieure à 500 m², a priori les plus gros producteurs de déchets verts : pourquoi ne pas concentrer les efforts dans ces zones ?
- **Inclure dans les moyens à mobiliser la mise à disposition obligatoire de broyeur** par les conseils de territoire (*a minima*), voire par les communes, à destination des administrés : les déchets verts ne pourront être gérés de manière autonome qu'à cette condition. La sensibilisation prévue, qui est nécessaire, ne pourra être efficace qu'avec la mise en place d'outils à destination des citoyens et permettant le déploiement de bonnes pratiques (les broyeurs).

Les indicateurs « Nombre d'habitants ayant accès à un broyeur à moins de 20 kilomètres de leur domicile » ou « Pourcentage de déchetteries mettant à disposition un broyeur » devraient ainsi être suivis.

NB : nous formulons également quelques remarques de forme comme les fautes d'orthographe (paragraphe « Contexte AMP ») et une unité « 170 kg m³ » à corriger dans ce même paragraphe (170 kg/m³).

AXE 3 : DEVELOPPER LE REEMPLOI, LA REPARATION ET LA REUTILISATION

Fiche A3.1 Maillage territoire points réemploi

Dans la présente fiche, les termes « réemploi » et « réutilisation » sont utilisés indifféremment. Ceci crée de la confusion tout au long de la lecture. Pourtant des définitions claires de ces deux terminologies existent dans l'article L541-1-1 du Code de l'environnement :

- « Réemploi » : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ;
- « Préparation en vue de la réutilisation » : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement ;
- « Réutilisation » : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Sur le site internet de l'ADEME on peut lire « Le réemploi et la réutilisation se distinguent donc par le passage ou non du bien en fin de vie par le statut de déchet. Le réemploi est l'opération par laquelle un produit est donné ou vendu par son propriétaire initial à un tiers qui, a priori lui donnera une seconde vie. Le produit garde son statut de produit et ne devient à aucun moment un déchet. Il s'agit d'une composante de la prévention des déchets. »

Source : <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-l'action/eviter-production-dechets/reemploi-reutilisation>

Dans les intérêts directs de la Métropole, il serait intéressant d'ajouter les intérêts économiques (et non seulement la baisse des déchets même si l'un est la conséquence de l'autre).

Concernant les coûts évités, nous pensons qu'ils pourraient être estimés en calculant une moyenne de coût à la tonne qui soit pondérée en fonction des différentes sources de déchets (ordures ménagères résiduelles – combustibles et incombustibles non classés du MODECOM 2007 – environ 30 kg / hab., encombrants – 13 kg / hab, et déchèteries – 7,7 kg / hab.).

La description des moyens demanderait à être précisée, notamment avec les besoins des territoires (un dispositif de concertation amont avec les collectivités territoriales de la Métropole serait donc intéressant). Des dispositifs de formation des personnes qui collectent les déchets (encombrants et déchèteries) et l'implication de ces structures de collecte dans la démarche doivent également être prévus pour les sensibiliser et les faire adhérer à la démarche.

Enfin, **les indicateurs devraient faire l'objet de compléments / modifications** :

- « Nombre de points de réemploi par habitant » (au lieu de nombre de points de réemploi)
- Ajout de l'indicateur « Nb de points de collecte (réutilisation) par habitant »
- « Tonnages évités » : calcul à prévoir en cumulé et par site

- Ajout de l'indicateur « Nombre de personnels de déchèterie formés à la réutilisation » et « Pourcentage de déchèteries associées au dispositif »
- « Pourcentage d'augmentation de l'effectif interne dédié au réemploi et à la réutilisation (en équivalent temps plein) » plutôt que « Nombre d'ETP (moyens humains internes) »

Fiche A3.2 Maillage territoire points textiles

La filière textile existante sur la Métropole pourrait être détaillée : quelles entreprises de recyclage, quel niveau d'activité ? Hormis les points de collecte, la filière reste encore méconnue.

Nous notons que la référence nationale de potentiel de réduction des textiles dans les ordures ménagères résiduelles (OMR) est de 3,2 kg / hab / an alors que l'objectif de la Métropole a été fixé à 2,6 kg / hab / an : l'objectif devrait être aligné sur le potentiel (3,2 kg / hab / an) ou la différence devrait être expliquée.

L'objectif du nombre d'habitants par point de collecte doit être décliné en fonction du milieu (rural ou urbain) et répondre à l'objectif de réduction de 3,2 kg / hab. / an).

Nous avons par ailleurs plusieurs remarques sur les indicateurs :

- L'indicateur « Nombre d'habitants par point de collecte » doit être calculé (si possible en milieu urbain et en milieu rural) ;
- L'indicateur « Tonnages collectés » doit être décliné par point de collecte, par habitant ;
- Le taux de réutilisation et le taux de recyclage doit être calculé pour mesurer les déchets évités in fine ;
- L'indicateur « Pourcentage d'augmentation de l'effectif interne dédié au réemploi et à la réutilisation (en équivalent temps plein) » pourrait être ajouté à l'actuel « Nombre d'ETP (moyens humains internes) ».

AXE 4 : SENSIBILISER A LA REDUCTION DES DECHETS

Fiche A4.1 Déploiement autocollants Stop Pub

Nous formulons quelques remarques sur les objectifs :

- 2,6 % des foyers sont équipés d'un autocollant Stop Pub et 8 % des foyers sont visés pour 2020 : cela représente une hausse de + 5,4 % de foyers, soit 44 600 nouveaux foyers (et non 46 000 comme indiqué dans la fiche). Cela représente 406 000 autocollants à imprimer et distribuer ;
- **Les objectifs entre 2020 et 2025 sont peu ambitieux au vu des économies** (financières et environnementales) générées par la distribution d'autocollants Stop Pub : ainsi, en 5 ans, seuls 7 % de nouveaux foyers sont visés (soit 58 000 – et non 56 000 comme indiqué dans la fiche). Cela représente 11 600 foyers / an contre 22 300 / an entre 2018 et 2020 : **l'effort ne devrait pas être dégressif** au fil des années et doit donc être revu à la hausse.

Par ailleurs, le nombre de boîtes aux lettres équipées doit faire partie des indicateurs.

Fiche A4.2 Sensibilisation des habitants à la réduction des déchets

Dans la partie « Partis pris, messages et axes de communication », il est écrit « Le tri semble être le dénominateur commun de chaque territoire. Une coordination des temps et des messages de communication autour du tri permettra d'assurer une cohérence et une compréhension immédiate du sujet » : le tri ne faisant pas partie des dispositifs de prévention, nous ne comprenons pas cette phrase.

Pour avoir du sens et répondre aux enjeux, un volet « Consommation responsable » doit être prévu dans le plan de communication.

Des indicateurs doivent être mis en place pour suivre le déploiement du plan de communication.

Fiche A4.3 Développer l'éco-exemplarité de la collectivité

Il est très important pour la crédibilité de la collectivité et les messages qu'elle porte de montrer l'exemple : en ce sens, les actions présentées dans cette fiche sont insuffisantes. Ainsi, nous estimons que devraient être ajoutés :

- La lutte contre le gaspillage alimentaire dans le **restaurant inter-entreprises** de la Tour La Marseillaise (et les autres antennes qui possèdent un restaurant le cas échéant) ;
- L'intégration **d'un critère de « prévention des déchets » dans l'attribution des marchés publics** (BTP et autres) ;
- La mise en place d'une **politique d'achats responsables** globale qui intègre les déchets ;
- La mise en place d'**appels à projets spécifiques à la réduction des déchets**.

Le point « Évolution des pratiques des Directions pour intégrer la réduction des déchets dans les projets » doit être explicite.

CONCLUSION DE NOTRE AVIS

En résumé, nos fédérations France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur et Bouches-du-Rhône émettent de nombreuses réserves sur le projet de PMPDMA soumis à consultation numérique. Elles concernent principalement :

- Le manque de communication et de concertation autour de la réalisation de ce plan ;
- L'absence d'analyse sur les échecs ou réussites passés ;
- Le manque d'ambition de certains objectifs (gaspillage alimentaire collectif et domestique, compostage, Stop Pub) ;
- L'absence de mesures concernant le compostage collectif (les fiches actions évoquent seulement les composteurs en habitats collectifs) ;
- La non mise à disposition de broyeurs à destination des citoyens (équipement pourtant indispensable à une gestion autonome des déchets verts) ;
- L'absence d'informations concernant la collecte des biodéchets (notamment dans le cadre du déploiement des dispositifs de compostage, qui seront très fortement influencés par cette collecte) ;
- La fermeture des déchèteries aux professionnels avec peu d'accompagnement pour le développement des alternatives : pour nous, ceci induirait un risque fort en termes de décharges sauvages, fléau déjà très présent sur notre territoire ;
- L'absence de fiches sur certaines thématiques qui nous semblent indispensables (cf. page 3 du présent document) : gouvernance et dispositifs d'évaluation et de pilotage, consommation responsable, tarification incitative.

En raison de ces nombreuses réserves, nous émettons un avis défavorable sur le plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille Provence.